A G I R   A U   L I E U   D ' E L I R E

L'Action militante

de la

Fédération anarchiste

vol. 1 : Les motions de congrès

D ' j o - - - g r o u p e C l a a a a a a s h

Avant-propos :

Cette brochure à été réalisé pour permettre d'avoir les positions fédérales sur différents thèmes sous la main à tout moment.

.

Recueil réalisé à partir de motions de congrès de la FA.

Sommaire :

Qu'est ce que la Fédération anarchiste ?

Quels sont nos buts ?

Nous sommes pour une révolution radicale et globale. Nous voulons construire une société libre sans classes ni Etats, sans patries ni frontières dont les buts sont les suivants :

L'émancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables

L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les "normaux" et les "déviants" ;

La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans la Chine maoïste ou dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante ;

La justice, qui découle de l'égalité et de la liberté, ces trois principes étant incompatibles avec l'existence d'institutions répressives tant judiciaires que policières ou militaires ; une organisation sociale plus juste doit supprimer la plus grande partie de la délinquance, les crimes restant devant être traités par la prévention et la conciliation ;

L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts ;

L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération et l'autogestion des producteurs et des consommateurs. Une organisation non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandats en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ; Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est, la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ; La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;

L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel les détenteurs des moyens de production et de consommation indemnisent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploiteurs / exploités ;

Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions en manuels et intellectuels ou entre éboueurs et « jeunes cadres dynamiques » ;

L'écologie non seulement pour préserver notre environnement mais pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie ;

- La liberté d'expression, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou a travers tout autre média ;
- La liberté de tous et toutes étant la seule garantie de la liberté de chaque individu(e) ;
- La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération Anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social basé sur l'entraide, la solidarité, fondé sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'Idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Quel est notre fonctionnement :

La Fédération Anarchiste est un regroupement de militant(e)s organisé(e) sur le principe du libre fédéralisme (c'est à dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos "principes de base". La FA est notre outil de lutte, elle doit être fonctionnelle et rationnelle, nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous.

C'est à tou-te-s les militant-es qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant / exécutant, la participation effective des militant-e-s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : Le Monde Libertaire hebdomadaire, Radio Libertaire, seulement en région parisienne pour le moment, la librairie Publico à Paris également et les éditions du Monde Libertaire. En dehors de ces oeuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux (souvent des librairies), éditent des revues, menant ainsi leur propres activités au niveau local.

Un comité de coordination (CR) existe dans le but de coordonner les informations, les suggestions, les propositions pouvant émaner d'un groupe d'une région ou d'un individu, sans autre droit, pour ceux et celles qui le composent, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

Un certain nombre de secrétariats ont pour rôle d'assurer le bon fonctionnement de la Fédération et de ses oeuvres. Les secrétaires n'ont pas de pouvoir politique, ils ou elles sont mandatés pour l'exécution de mandats précis et en sont responsables individuellement devant le congrès, instance souveraine de la Fédération. Un bulletin intérieur sert de lien "horizontal" et d'outil de débat interne.

Le congrès se tient chaque année, c'est lui qui décide des campagnes à mener et des axes d'action pour l'année à venir. C'est lui qui mandate tous les secrétaires et autres responsables fédéraux. Le mode de décision en vigueur est celui de l'unanimité ce qui implique des débats menés jusqu'à leur terme pour déboucher sur un consensus.

Entre deux congrès, mandatés fédéraux et délégués des groupes ont la possibilité de se réunir afin de discuter de l'actualité sociale d'envisager de nouvelles campagnes ou de discuter de problèmes organisationnels ne pouvant pas attendre le prochain congrès. Ce sont les Comité de Relations Elargi qui se réunissent trois fois par an.

La F.A. n'a aucune prétention à être une avant-garde éclairée, cette vision de la politique étant contraire à nos principes. La F.A. n'a pas non plus la prétention de représenter l'intégralité du mouvement anarchiste, étant cependant résolument synthésiste, elle est ouverte à toutes les sensibilités du mouvement.

Quels sont nos moyens :

La promotion des idées anarchistes et leur actualisation afin de conscientiser les opprimé(e)s et les exploité(e)s (table de presse, librairies, éditions, radio, conférences...) ;

La crédibilisation de ces idées par la mise en place de pratiques libertaires ;

La présence lors des mouvements sociaux (grèves, manifestations...) ;

Des luttes mettant en perspective une alternative crédible au capitalisme à l'échelle mondiale ;

une traduction concrète et palpable de nos perspectives révolutionnaires par des revendications en rupture avec les logiques actuelles.

LES ELECTIONS

Face à la montée des forces politiques autoritaires et à la dégradation des conditions de vie : chômage, pauvreté, conditions de travail, la participation aux élections va, encore une fois, être présentée comme la seule solution politique au chômage et à la misère.

La Fédération anarchiste réaffirme son opposition au système parlementaire et à la délégation de pouvoir incontrôlée qui fonde l'autorité de l'Etat et la soumission des individus.

C'est le système économique lui-même qu'il faut transformer. La Fédération anarchiste se prononce donc pour l'abstention révolutionnaire et pour la lutte émancipatrice dans les domaines sociaux et économiques.

Contre le bulletin de vote qui n'a jamais empêché l'installation d'un pouvoir autoritaire, nous savons que seule la lutte organisée des exploités est le moyen le plus efficace de transformation de la société.
[juin 1987]

<u>2006</u>

Nous rejetons ce système dit représentatif de délégation de pouvoir sans contrôle réel (absence de mandats impératifs, contrôlables et révocables), intimement lié à l'exploitation capitaliste auquel il sert d'alibi.

Il importe aux anarchistes de lutter contre toute forme d'aliénation de l'autonomie des individus et contre toute médiation qui va à l'encontre des intérêts de la classe dominée et ce au moment où une campagne d'intoxication culpabilise ceux et celles qui refusent d'adhérer par un acte de délégation de pouvoir à un système républicain perpétuant l'injustice sociale sur laquelle il est basé.

Il importe également de lier ce combat à toutes les luttes d'émancipation, contre l'ordre sécuritaire et toutes les formes de domination.

Au-delà d'une position anti-électorale construite et confortée par des constats et analyses successifs tout au long de l'histoire, il nous semble crucial de réaffirmer cet engagement à un moment où sur des thèmes comme la sécurité, l'immigration, la famille... nous vivons la montée d'un discours réactionnaire transcendant le clivage gauche-droite. Face à ceci, aux côtés d'une campagne de sensibilisation sur cette dérive, il est important de refuser de cautionner un processus électoral qui se nourrit de ces discours et conforte l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique, sources réelles des problèmes auxquels il prétend s'attaquer. Enfin, il nous faut plus que jamais dénoncer les mascarades électorales de tous types qui tuent dans l'œuf tout développement d'un mouvement social autonome.

Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical s'opposer à cette logique de délégation de pouvoir.

Pour contrer l'argument récurrent voulant que le système représentatif, malgré tous ses défauts, est le seul moyen viable d'organisation, il est impératif d'opposer des alternatives concrètes et crédibles.

La Fédération anarchiste :

incite tous les exploité-e-s et opprimé-e-s à rejeter les illusions électorales et à opter pour l'action directe et sa coordination sur le mode fédéraliste ;

défend l'autonomie des luttes et des organisations du mouvement social contre les intérêts politiciens des partis ;

soutient toutes les expériences d'autogestion et de libre fédération permettant aux individus et groupes d'individus de se réapproprier localement la gestion de leurs communes, de leurs lieux de travail et de leurs environnements.

La généralisation des pratiques fédéralistes et autogestionnaires, permettant une véritable gestion collective, locale et globale de la société, constitue un cadre rendant possible la décroissance. Ce n'est qu'en laissant les individus décider eux-mêmes de l'utilité commune que l'on parviendra à construire une société respectueuse de l'être humain et de l'environnement.

La Fédération anarchiste s'associera aux actions des individus et organisations poursuivant le même but et développant les mêmes pratiques.

Sur le 21 avril 2002

La Fédération anarchiste ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste. Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. Á cet égard, rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale), les élections passent et les problèmes restent...

La majeure partie des partis politiques, des organisations syndicales et des associations a voulu nous faire croire qu'il fallait sauver la République ; celle-là même qui, pilotée de nouveau par Chirac, met en danger nos libertés fondamentales.

Á gauche ou à droite, plus personne ne remet en cause une société fondée sur les inégalités économiques et sociales : tous défendent le droit d'opprimer et d'exploiter autrui. Nous n'avons rien à attendre d'eux. Á coups de privatisations, de casses du service public, de lois sécuritaires, les gouvernements successifs sont responsables et coupables. Qu'ils ne comptent pas sur le mouvement social pour les sortir du gouffre.

La démocratie ne protège pas de l'extrême-droite. Aujourd'hui en Europe, cette dernière est présente dans de nombreux gouvernements : Italie, Autriche, Danemark, Pays-Bas... Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme, très souvent, le vote a légitimé les pires canailles ; Hitler et Mussolini sont arrivés au pouvoir par les urnes et c'est la chambre des députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs.

Les abstentionnistes ont toujours été calomnié-e-s. Quand ils/elles ne sont pas accusé-e-s de faire le jeu de la droite, ils/elles sont désigné-e-s comme les responsables des scores de l'extrême-droite.

Depuis des années, la social-démocratie et l'extrême-gauche parlementaire ont toujours muselé les mouvements sociaux en présentant comme seul débouché possible aux luttes, l'échéance électorale. Aujourd'hui, l'échec de cette stratégie attentiste est patent. Il faut sortir de l'impasse : pied à pied, dans les luttes sociales, dans tous les lieux et espaces, et au quotidien, nous devons développer collectivement des alternatives au capitalisme, au nationalisme, à la xénophobie, à l'Etat et au patriarcat et proposer un autre projet de société.

Ce projet devra remplacer l'exploitation de tous par la gestion directe de la production et de la distribution des richesses, par et pour la population. Ce projet, au lieu de confier la gestion des intérêts de la population à une minorité de privilégié-e-s, devra structurer l'intervention directe de chacun-e dans les décisions le/la concernant. Il est de la responsabilité de chacun-e de le faire vivre partout.

Partout, affirmons notre présence. Occupons le terrain, soyons actifs, manifestons. Avec toutes celles et ceux qui aspirent à une autre société, construisons une alternative sociale, d'émancipation, de liberté et de justice.

1997

L'alternative sociale tant prônée par les anarchistes et par notre fédération doit trouver un ancrage stratégique fort autour d'un vaste regroupement, à notre initiative, d'individus et de groupes locaux, régionaux et européens qui proposent de nouvelles formes de vie, sociales et culturelles...

Des individus et des groupes qui se regroupent sur la base de revendications intégrant des dimensions de dignité, de solidarité et d'égalité tels que :

Le droit à l'usage d'un logement pour chaque individu,

Le droit de se déplacer sans tracasseries administratives et policières à l'intérieur et à l'extérieur de la C.E.E.,

La possibilité offerte à chacun de s'informer et de se former tout au long de son existence,

Le respect des droits fondamentaux des êtres humains et... notamment des enfants,

La possibilité, offerte à chaque individu, de subvenir à ses besoins physiologiques, psychologiques et culturels,

La possibilité pour chaque individu de se coaliser dans des comités de quartiers, d'usines, de villages, ou dans des lieux culturels.

La fédération de ces comités représente la véritable alternative fonctionnelle à la gestion administrative social-démocrate actuelle..

Réflexion sur l'antifascisme 1997

Notre organisation doit, dans les circonstances actuelles, offrir le cadre d'une perspective antifasciste rupturiste :

A l'éruption " civique " et populaire qui se développe,

Au retour vers le " politique " paradoxalement méfiant à l'égard des " politiques "...

La stratégie de notre organisation en matière d'antifascisme doit, en tout état de cause :

1. Ne pas limiter l'affrontement au seul Front national. Ce parti s'appuie en effet sur des valeurs identitaires, de fierté d'appartenance nationale, sur des valeurs d'ordre et de sécurité, sur des valeurs de hiérarchie et de méritocratie, sur des idées inscrites dans la " culture nationale ". Or, ces valeurs sont assez largement partagées par des individus, groupes et partis au-delà du Front national.

2. Ne pas tomber dans la politique de l'amalgame - théorique et idéologique - qui tend à ranger sur un même plan par exemple, le FN et le PS. Le FN n'est ni le jouet, ni la " création " du Parti socialiste (de l'ère mitterrandienne) pas plus que l'épouvantail agité par une droite revancharde... Aussi devons-nous dénoncer simultanément et de matière différenciée :
le programme xénophobe et antisocial du parti de l'extrême- droite,
la politique économique et sociale du gouvernement actuel,
les perspectives - ou plutôt l'absence de perspectives - du changement sociétaire réel, dans les divers programmes et propositions de la social-démocratie, humaniste ou dite " révolutionnaire ".

3. Eviter de réduire la lutte antifasciste à la seule lutte anti- capitaliste. Le fascisme recouvre des réalités diverses, des types de société qui peuvent être différents, même si, fondamentalement, ils reproduisent des fonctionnements similaires au quotidien : notamment l'absence de libertés individuelles et l'absence de respect de la personne humaine...

Nous devons :

Combattre le fascisme sur le terrain de l'idéologie et du programme,

Affirmer d'autres valeurs,

Reconstituer autour de ces valeurs un courant d'opinion large,

Mettre en place des pratiques alternatives...

Il ne faut pas reconstituer un Front uni des démocrates contre Le Pen, récurrence dans l'histoire d'une tradition antifasciste qui n'a réussi au mieux qu'à faire reculer les échéances de prises du pouvoir, mais jamais n'a opéré un réel barrage à ce même fascisme, pas même à sa légitimation populaire... Nous devons proposer la fédération du niveau local jusqu'au niveau européen d'une force antifasciste

1. Autour d'une plate-forme définissant des objectifs concrets évitant ainsi l'écueil des collectifs " unitaires " dans lesquels la largesse des idées vaut surtout pour absence d'idées et le flou idéologique gomme toute idée sérieuse de changement...

2. Autour de l'affirmation de l'identité libertaire, de nos analyses, de nos pratiques permettant ainsi de développer et renforcer le courant antifasciste libertaire en même temps que de nouveaux lieux et espaces d'intervention,

3. Capable de fournir à tout un ensemble de personnes qui rejettent consciemment ou inconsciemment le fascisme, un cadre concret et militant favorisant ce rejet tout en renouant avec le " politique " et l'idée d'action collective, autour de valeurs d'égalité, de solidarité, d'entraide...

4. Oeuvrant pour des conquêtes sociales et culturelles qui investissent divers lieux de vie : associations, concerts, circuits indépendants, quartiers, villages, entreprises... Cette reconquête doit passer par un travail à l'intérieur des structures syndicales existantes afin d'y mener le débat et la confrontation des points de vue...

5. Susceptible d'éviter la compromission politicienne favorisée par les autres opérations antifascistes déjà existantes ou qui vont se créer à l'approche des échéances électorales à venir...

En ne leur prêtant pas plus d'importance qu'à de simples opérations à caractère ou à but politicien,

En ne s'associant que de manière conjoncturelle avec ces autres composantes de " l'antifascisme " - ou plutôt anti- lepénisme - afin de sauvegarder à l'intérieur de la lutte sociale des espaces d'intervention, d'information et de lutte radicaux

Sur les nationalismes mai 1994

L'Etat-Nation a été le cadre privilégié dans lequel le capitalisme a pu se développer (marché intérieur unifié, langue officielle ...). D'abord circonscrit à l'Europe occidentale, ce phénomène est devenu universel à travers l'extension impérialiste mondiale du système capitaliste.

La constitution des ces Etats-Nations, qui n'a été possible que par l'élimination ou la répression-intégration des cultures régionales et minoritaires, est inséparable du développement de l'idéologie nationaliste.

La culture est une production de la vie sociale et naît des échanges et des communications entre individus et groupes d'individus. les cultures, qui sont donc multiples et également relatives aux classes sociales, ne peuvent être définies dans des quadrillages artificiels, frontaliers, ou cataloguées par le biais de critères réducteurs comme la langue, les religions, les coutumes.

La « Nation » est une construction imaginaire de caractère politique et idéologique. Le concept de nation est l'un des moyens utilisés par les Etats et les bourgeoisies pour faire accepter un consensus minimum aux classes sociales exploitées. Il permet ainsi au nom d'une entité personnelle et concrètement indéfinissable, la « collectivité nationale » (substituée au Dieu de l'Ancien Régime), d'asseoir la légitimité de l'Autorité gouvernementale qui exerce le pouvoir au nom de la « souveraineté du peuple », le « corps de la Nation ».

L'Etat-Nation est un indispensable garant d'un ordre social dont la finalité première est l'exploitation du prolétariat au profit de la bourgeoisie.

De manière globale, la représentation nationaliste de la société, en omettant de façon volontaire des différences et des antagonismes existants à l'intérieur de la société « nationale », en omettant aussi des similitudes d'importance majeure, existantes dans les systèmes sociaux « extérieurs », suppose que toutes les composantes d'une « nation » ont plus de liens entres elles qu'avec des composantes d'autres nations. Elle suppose par conséquent que les êtres doivent s'identifier d'abord par l'appartenance à la « nation », en tant que communauté supérieure d'intérêt, transcendant les classes sociales.

Nous constatons que les dirigeants des grandes puissances politiques (Etats unis, Japon, Russie, CEE) et économiques (FMI, Banque mondiale, entreprises multinationales) ont bien compris l'intérêt qu'elles avaient à laisser s'exprimer, à encourager et à manipuler les pulsions identitaires des populations désemparées ; à flatter les revendications nationalitaires pour multiplier une pléiade de micro-Etats faciles à dominer de fait ; dans l'ex-Yougoslavie, nous nous retrouvons devant la constitution d'Etats-Nations (serbe, croate, bosniaque ...), y compris contre la volonté des populations.

En Palestine, la constitution d'un Etat, d'un territoire national palestinien, d'une armée régulière, et d'une politique palestinienne ne peut représenter aucun acquis pour la révolution sociale !

La création d'un tel Etat ne saurait par ailleurs garantir la paix dans cette région et ce sont toujours les classes dominées, « palestiniennes » et « israéliennes » et les individus qui subissent l'exploitation de leur bourgeoisie respective.

Pour prendre un dernier exemple en Irlande du Nord, la résistance menée par l'IRA face au colonialisme britannique, au nom d'une prétendue nation irlandaise à réunifier, dans une logique fratricide et étrangère à la lutte de classes, a abouti à une impasse. Nous condamnons ici la politique et les méthodes de cette armée qui constitue une force allant à l'encontre de l'émergence d'une révolution sociale.

Dans les situations de colonialisme, il va de soi que notre action doit se diriger contre les Etats colonisateurs (revendication portant sur le retrait des troupes, actions contre la répression ...).

Mais si le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés se distinguent par leur genèse (l'un est une idéologie légitimant l'oppression, l'autre est une réaction contre cette oppression), et les dynamiques qu'elles induisent, on ne peut, dans le même temps, faire l'impasse sur les intérêts divergents des classes sociales existant dans les espaces colonisés (bourgeoisie, intelligentsia et la grande masse des opprimés).

LE PROBLEME DU FN 1998

Le changement proposé par le Front national n'apporte pas une voie politique et sociétaire nouvelle mais vise à mettre en pratique de vieilles idées déjà éprouvées douloureusement, en particulier en France.

10 Juillet 1940 : l'assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain (y compris une majorité d'entre les socialistes). C'est le début de la " révolution nationale ", puis " la voie de la collaboration " ;

avril 1998, les élus du centre et de droite pactisent avec le Front national lors des élections régionales.

Le FN a désormais enraciné son électorat et profite du jeu politicien pour s'ancrer dans les institutions. On peut s'attendre à ce qu'il s'affirme à nouveau à l'occasion des prochaines élections, les européennes, puisque le thème de l'Europe divise la droite comme la gauche.

Aucun parti politique ne peut passer pour un rempart crédible contre la progression du FN. Pas le PS qui est pour beaucoup dans sa médiatisation, se conduisant en pompier pyromane. La préférence nationale ne s'exprime pas seulement à Vitrolles mais aussi dans les lois Chevènement. Pas le PC dont les thèmes nationalistes et autoritaires ont permis le transfert de nombre de ses électeurs vers le parti qui se prétend faussement être aujourd'hui " premier parti ouvrier de France ". Pas non plus les politiciens de droite qui en sont venus à composer puis à pactiser plus ou moins secrètement avec les néo fascistes et n'ont pas rendu ceux-ci plus respectables mais se sont simplement révélés plus malhonnêtes que ne le croyaient les électeurs. Les partis de droite comme de gauche souhaitent en vérité maintenir l'ordre établi.

Lutter contre le FN ne suffit pas. Il faut surtout lutter contre ses idées, ses valeurs et ses pratiques. Celles-ci se diffusent à tous les niveaux de la société, par les discriminations de toutes ordres (chômeurs, immigrés femmes, homosexuels....) ; la banalisation de la xénophobie et de l'antisémitisme, l'exploitation de la délinquance et du chômage dans un discours terrorisant sur " l'insécurité ", liant presque toujours délinquance et immigration. Tout parti politique a maintenant inscrit un chapitre " sécurité " dans son programme.

La fédération anarchiste entend donc s'inscrire non pas dans un " Front républicain " électoraliste mais dans un front des luttes. Les anarchistes appellent à investir toutes les luttes qui sont non seulement sociales mais visent à repousser toute expression de xénophobie, à déconstruire les slogans simplistes, à dénoncer le double langage qui vise à faire passer pour respectable un parti dont les fondements idéologiques sont parmi les pires que l'ont ait connus dans le monde et à déjouer ses tactiques opportunistes.

Consensus mai 1988

En 1981, l'objectif des socialistes était de casser le gaullisme en France, c'est à dire qu'ils voulaient introduire l'alternance comme mode de gestion.

En 1988, on assiste à l'édification d'un glacis social-démocrate, de type américain ou allemand, où l'alternance s'effectuerait en son sein.

A côté de cette composante essentielle de la vie politique, émerge une extrême-droite envahissante. Ses thèmes vont jusqu'à aimanter une partie de la droite traditionnelle.

A gauche des sociaux-démocrates, des groupes moribonds ont tendance à perdre toute influence.

En outre, force est de constater que le tisu social est en complète déliquescence. En effet, toute notion de solidarité qui pouvait garantir le ciment entre les individus disparaît.

Malgré ce tableau très sombre, la passivité ne règne pas totalement. Des luttes en témoignent, commeles revendications salariales uniformes (1500 fr d'augmentation pour tout le monde), les luttes anticolonialistes ... Même si cela reste marginal, c'est à notre avis le levier par lequel on pourra briser le consensus social.

Il faut tirer de la situation politique la nécessité de coupler la lutte antifasciste avec un réinvestissement dans le tissu social.

c'est la garantie de résultats probants à condition de ne pas retomber dans les errements du passé : il convient que les acteurs sociaux se prennent en main eux-mêmes.

Quelles sont les luttes sociales ?

Elles s'inscrivent dans le combat des immigrés, des chômeurs et des précaires, des locataires, des jeunes scolarisés, des peuples colonisés... L'objectif est de créer une autre forme de solidarité fondée sur les communautés d'intérêt.

La situation actuelle est la sanction de l'électoralisme. Les anarchistes se doivent de tout mettre en oeuvre pour développer la solidarité à travers les luttes :

- pas un tract, pas une affiche fasciste dans nos quartiers ;
- boycott des commerçants racistes ;
- création et participation à des comités antifascistes (sans faire abstraction de notre spécificité anarchiste), des comités de chômeurs et de précaires, de locataires ;
- popularisation et soutien des luttes des salariés par l'augmentation uniforme des salaires et la réduction massive du temps de travail.

En bref, toutes les luttes qui pourront mettre à bas le consensus.

CONSTAT DEMOLITION SOCIALE 2000

Ce n'est pas les gouvernements qu'il faut remplacer
Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut « humaniser »
C'est la société qu'il faut changer

Les riches n'ont jamais été aussi riches, les pauvres sont de plus en plus nombreux. Les « violences sociales » dont les médias sont si prompts à parler prennent leur source dans la misère et le manque de perspectives de tout un pan de la jeunesse. Les plans sociaux se succèdent, les « chômeur-e-s » sont transformé-e-s en précaires permanent-e-s. Les patrons cumulent les salaires exorbitants et les bénéfices qu'ils tirent en Bourse de leurs stocks options. Par ailleurs, l'Etat, au service du libéralisme démantèle les services publics (santé, éducation...). Conjointement, l'Etat et les patrons veulent casser toutes luttes de classes en nous invitant à devenir petits actionnaires ou en usant d'artifices (économie solidaire, démocratie participative, emplois-jeunes...). Enfin la production intensive dictée par le profit n'a que faire de notre qualité de vie (marées noires, vaches folles, organismes génétiquement modifiés...)
Contre tous ces mauvais coups, la Fédération anarchiste appelle à réagir :
Parce qu'au jeu de la Bourse, les salarié-e-s seront toujours perdant-e-s, il nous faut dénoncer toutes les tentatives de mise en oeuvre de collaboration de classes , par le biais de politiques tentant d'allier le Capital et le Travail ;
Parce que la participation, l'intéressement, l'épargne salariale et les « fonds de pension », quelles que soient leurs formes ou leurs appellations du moment, sont des marchés de dupes ;
Parce que la réponse sécuritaire de l'Etat à la misère (îlotage, police de proximité, vidéo surveillance, construction de nouvelles prisons) ne doit pas faire oublier que la première violence, celle dont découlent toutes les autres, c'est l'exploitation et l'oppression, qu'elle soit capitaliste, étatique, patriarcale, religieuse... Parce que la Loi aubry (la première comme la seconde), dite des 35 h est de la pure arnaque (flexibilité, annualisation, partage de la misère salariale), Parce que les cliniques de luxe sont réservées pour les riches et que des millions de pauvres doivent se contenter de la CMU et du RMI ou d'encore moins - et parce que notre santé n'est pas à vendre.
Parce que l'éducation , aujourd'hui, est un apprentissage de la compétition et de la loi du marché alors que, pour nous, elle doit avoir pour but l'épanouissement des femmes et des hommes.
Parce qu'il ne peut être question d'accepter la remise en question des droits les plus élémentaires des chômeur-euse-s.
Parce que patron-e-s et salarié-e-s, nous n'aurons jamais les mêmes intérêts et parce que la lutte de classes reste plus que jamais d'actualité !
Les avancées sociales ont toujours été gagnées par les luttes, c'est pourquoi nous ne devons rien attendre de l'Etat et prendre nos affaires en main. Face à l'arrogance du patronat, de ceux et celles qui prétendent vouloir nous gouverner, il s'agit de riposter massivement en développant à la fois des revendications immédiates et un projet sociétaire.
Anarchistes, nous avons des propositions de luttes à construire ensemble :
Pour une réelle réduction du temps de travail massive et sans concession.
Pour une remise en cause du salariat, des rapports hiérarchiques et des discriminations racistes et sexistes.
Pour une sécurité sociale et un système de retraite par répartition autogéré, égalitaire et solidaire.
Pour défendre et développer des services publics sur la base de la gratuité, de l'égalité, de l'entraide et de la gestion directe, pour leur extension à l'ensemble de la production des biens et des services.
Pour construire et développer un mouvement social au niveau international, seul capable de faire contre-poids à la mondialisation.
Et à terme :
Une société sans classes et sans Etat L'autogestion généralisée de la production et de la distribution, pour mettre l'économie au service de nos besoins, sur la base de l'égalité économique et sociale
Nous militerons dans les quartiers, les lieux de travail pour organiser une riposte de classes à la hauteur de l'enjeu que constitue le vaste chantier de la DEMOLITION sociale entrepris par le MEDEF en partenariat avec le gouvernement de gauche plurielle.

"Seule la lutte paie" 2006

Le mouvement dit « anti-CPE » du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. A la suite des émeutes de banlieues en novembre 2005, ce mouvement a représenté un grave danger politique pour le gouvernement. En effet, nous avons constaté par endroit une convergence réelle entre la révolte des jeunes en banlieue, au lycée et à l'université.

Ces luttes sont une réponse adaptée à la paupérisation, à la précarisation et à la répression. Ce processus d'accroissement de l'exploitation se développe depuis des années, sous tous les gouvernements, et renforce la domination économique et sociale.

Au cours de la lutte « anti-CPE », des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale. Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a 100 ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre, notamment lors des grèves et occupations de 1936.

Il reste que, si le gouvernement a reculé sur la question du CPE, il s'agit d'une victoire socialement importante mais relative. Les mesures anti-sociales continuent de s'appliquer, à commencer par ce qui reste de la loi dite « d'égalité des chances » (apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...).

Manifestement, les salarié.e.s, même très massivement présent.e.s dans les rues, ne sont pas entré.e.s dans une logique de grève reconductible et d'affrontement avec l'Etat. De leur côté, les organisations syndicales, par un mot d'ordre très réducteur (retrait du CPE), des moyens d'action volontairement très limités (journées d'action) et les arrières-pensées électorales, n'ont pas permis non plus la généralisation du mouvement.

Les militant.e.s de la Fédération Anarchiste, massivement impliqué.e.s dans cette lutte contre la précarisation, affirment que cette victoire partielle n'est qu'un début. Elle doit déboucher sur d'autres luttes, plus fortes et plus déterminées pour offrir d'autres débouchés.

Cette lutte montre également qu'il est inutile de se fourvoyer dans les urnes, tant il est vrai que ce ne sont pas les barricades de bulletins de vote qui permettront une transformation sociale significative.

Enfin, la Fédération Anarchiste rappelle que la Grève Générale ne prend sens que si elle est autogestionnaire et expropriatrice, seule condition pour détruire le capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable.

NOTRE ACTION DANS LE MONDE DU TRAVAIL 2001

Depuis la fin des Trente glorieuses et de l'Etat providence, le capitalisme connaît une nouvelle phase de mutation. Depuis le début des années 90, ce qu'il est convenu d'appeler la "mondialisation" nous impose de nouvelles conditions dans l'organisation du monde du travail et de l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui, le patronat, ne sacrifiant en rien ses profits, et les augmentant encore sous la pression des investisseurs, des bourses et des banques, a pour objectif de faire voler en éclats les acquis sociaux, structurant ainsi une ère nouvelle, celle de la précarité généralisé.
Situation nous ramenant à celle du 19e siècle, où le travailleur, totalement dépendant du patron, est condamné à accepter l'inacceptable tant dans ses conditions de travail que dans sa vie quotidienne. C'est dans ce contexte, qu'au niveau national, le MEDEF se permet aujourd'hui d'avancer ses pions avec sa fameuse refondation sociale. Une totale remise en cause :
Du droit des chômeurs en les astreignant au PARE : véritable police des chômeurs utilisant le chantage à la rémunération en cas de refus d'un poste proposé et donnat les "pleins pouvoirs" aux ASSEDIC.
Du droit à la retraite : en voulant imposer une durée de cotisation de 42,5 annuités pour les retraites complémentaires, les patrons remettent en cause le droit de partir avec une retraite complète à 60 ans. Il est bien sûr question sur le fond d'en finir avec le système des retraites par répartition.
C'est aussi dans ce contexte que danone, Marks & Spencer, C&A, AOM, ... n'hésitent pas à licencier des milliers de salariés au profit de leurs actionnaires.
L'Etat, de son coté, s'il tente de se faire passer pour un médiateur favorable aux travailleurs en faisant voter des lois dites sociales contre les licenciements, n'en reste pas moins un Etat-patron de 5 millions de fonctionnaires et agents de la fonction publique, le premier à recourir abusivement aux contrats précaires. Des salaires augmentés seulement de 0,5% puis de 1,2% sur deux ans et l'organisation d'une RTT engendrant gel des salaires, annualisation du temps de travail ... voilà les questions qui sont au coeur des luttes menées dans la fonction publique.
Nous constatons aujourd'hui que les salariés n'en sont plus à lutter pour arracher de nouveaux droits, mais à se mobiliser pour défendre nos acquis régulièrement menacés par le patronat et l'Etat. Seule une véritable mobilisation interprofessionnelle et la grève générale feront reculer nos exploiteurs. Nous, militants anarchistes, si nous n'avons pas les moyens d'impulser, seuls, ces luttes, ni d'en être les moteurs, nous n'en sommes pas moins des acteurs. Notre organisation a toute sa place dans la construction de ce mouvement social.

L'anarchisme ouvrier 1997

Nous avons choisi à dessein ce titre afin de bien établir ce que représente l'intervention anarchiste dans le monde du travail dans un premier temps et dans le mouvement ouvrier dans un second temps.
Le monde du travail est une réalité socio-économique évolutive. En revanche cette réalité reproduit depuis l'origine quelques récurrences susceptibles de retenir toute notre attention :
1. Le monde du travail regroupe deux mondes qui s'opposent sur la base d'intérêts divergents et irréconciliables : les exploiteurs et les exploités.
2. La lutte qui s'en suit et qui oppose ces deux mondes peut prendre un caractère révolutionnaire dès lors que la classe des dépossédés se donne comme but le renversement du pouvoir des possédants et la mise en place d'un système débarrassé de toutes références aux notions de propriété, de hiérarchie, d'exploitation et de pouvoir. Le mouvement ouvrier réalise le second objectif et tend à regrouper la classe de celles et ceux qui subissent (à des degrés divers) le salariat, l'humiliation du lien de subordination et de l'exploitation capitaliste. A tous ceux-là il faut ajouter celles et ceux qui, privés de salaires (les exclus du travail), subissent l'exploitation et l'humiliation du capitalisme de manière indirecte et l'humiliation quotidienne de l'Etat, garant de la paix sociale bourgeoise. Le regroupement en syndicats ou bien en collectifs de travailleurs a suscité dans l'histoire (et il en va de même aujourd'hui), l'intérêt des anarchistes quant à la forme de la lutte à mener contre l'exploitation, contre le capitalisme, contre l'aliénation et contre l'Etat.
Le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIXe siècle (jusqu'en 1902), représente l'apport idéologique et pratique de l'anarchisme au mouvement ouvrier révolutionnaire.
Les limites du modèle syndicaliste révolutionnaire sont apparues avec le dévoiement des idées d'origine. " Tout le pouvoir aux syndicats " [La Révolution prolétarienne n° 168 et 169 - février 1934] a même remplacé un temps " Tout le pouvoir au parti " n'offrant ainsi aux travailleurs révolutionnaires qu'une seule perspective : débattre uniquement des rôles respectifs des uns et des autres mais ne permettant aucunement de résoudre la quadrature du cercle : la gestion d'une société communiste libertaire une fois la révolution en marche...
L'expérience historique est là pour nous rappeler, si besoin était, que la lutte contre l'influence anarchiste dans le mouvement ouvrier a profité aux étatistes - social-démocrates de tous ordres - et a été facilité entre 1918 et 1926 [Création par P. Besnard de la C.G.T.-S.R.] - et même ultérieurement - par une fraction d'hommes se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, mais peu enclins à défendre une société communiste libertaire, anarchiste...
Le communisme libertaire, qui s'intéresse aux divers aspects de la vie en société aborde de manière globale la lutte révolutionnaire.
1. Le syndicat peut être l'un des organes de lutte et de gestion dans le secteur de la production.
2. La commune est l'organe de lutte et de gestion dans les secteurs de la distribution, de l'administration, de la culture, etc.
La fédération intelligente et opérationnelle de ces deux entités étroitement imbriquées peut éviter les déviations auxquelles ont abouti la plupart des parenthèses " révolutionnaires " opérées par le haut : Russie, Cuba [Il s'agit de pays ou de régions du monde dans lesquels le système a changé (ça ne concerne pas l'Ukraine de 1917-1921 ou l'Espagne de 1936-37).], Chine, etc.
A partir de ces éléments, la Fédération anarchiste doit développer une stratégie pluri-directionnelle d'investissement du mouvement ouvrier (travailleurs et chômeurs compris).
1. Nous devons favoriser le développement de toutes les expériences :
• qui tendent à mettre en avant l'autonomie de réflexion et d'action des salariés,
• qui dépassent le cadre de la simple revendication corporatiste ou catégorielle afin d'intégrer celui de l'agencement sociétaire.
2. Nous devons renforcer - quand ils existent -, les syndicats se réclamant expressément de l'anarcho-syndicalisme et rejetant l'électoralisme bourgeois sans aucune réserve, ainsi que l'ensemble des organisations adhérant aux finalités et fonctionnements libertaires.
3. Dans la mesure où le mouvement révolutionnaire ouvrier nous offre des espaces militants de réflexion et de lutte, nous devons les investir individuellement et collectivement en tant que F.A. sans jamais omettre que la révolution sociale recouvre une multitude de remises en cause, dont certaines n'ont aucun lien objectif avec la question de la production.
Les anarchistes ont de ce fait une place centrale dans le combat ouvrier !
Nous devons : Favoriser l'émergence de tous les aspects de la contestation sociale...
Nous opposer à toute forme de recomposition de l'Etat une fois la révolution sociale entamée…

Sur le travail mai 1994

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet est une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Dans ce cadre, elle lutte pour :

L'abolition de la propriété privée des moyens de production, propriété qui permet l'appropriation par les capitalistes des richesses crées par tous ;

· L'abolition du salariat et de l'exploitation qui est son corollaire.

· Le chômage, la précarité et le productivisme aliénant sont la conséquence du salariat.

Nous prônons la répartition égalitaire du travail liée à la suppression des activités dont l'utilité n'est que la perpétuation de l'ordre capitaliste et étatique (production militaire, publicité ...).

La Fédération anarchiste constate qu'à la faveur des mutations socio-économiques du capitalisme mondial, le mouvement ouvrier est confronté à des attaques convergentes du patronat et des Etats, quels que soient les gouvernements en place. Pour eux, l'objectif est clairement d'abaisser les coûts salariaux pour maintenir les marges du profit.

Pour les travailleurs et travailleuses, cette logique se concrétise par l'accroissement de la flexibilité, de la précarité et finalement la généralisation du chômage et de la misère.

Dans le cadre du système capitaliste, où le travail salarié est une marchandise soumise aux aléas du marché, les travailleurs et travailleuses sont mis en concurrence entre eux : jeunes et vieux-vieilles, français-françaises et immigré-e-s, femmes et hommes, salarié-e-s- qui ont une emploi, et ceux ou celles qui en sont privés, auxquels le système se propose uniquement d'octroyer les moyens minimums nécessaires à leur subsistance voire leur survie.

Cette division est entretenue de plus par un rideau de fumée idéologique quia pour but de masquer l'évidence de la lutte des classes :

· Ainsi, dans la société actuelle, la notion et l'application de l'idée du partage de travail lié au partage de l'emploi, instrument de chantage et de culpabilisation des salarié-e-s est une arme de guerre contre les travailleurs et les travailleuses.

· Dans la même logique, l'idée de référendum, opposée aux luttes sociales, est un moyen pour le patronat et pour l'Etat de casse l'action collective des salarié-e-s et de court-circuiter tous les éléments de contestation.

Les travailleurs et travailleuses doivent contrer ces attaques en s'organisant directement sur leur lieu de travail avec l'aide de leur syndicat ou en dehors.

La fédération anarchiste constate dans de nombreux endroits la création d'associations, de groupes de chômeurs-chômeuses. Elle appelle ses militant-e-s à intervenir par rapport à ces mouvements dont elle souligne l'importance par la résistance qu'ils ou elles peuvent opposer aux empiétements de l'Etat et du capitalisme.

L'intervention des anarchistes dans ce mouvement est déterminante pour empêcher toute récupération politicienne ou fascisante et pour s'opposer à la division entre salarié-e-s privé-e-s d'emploi ou non et d'impulser la nécessaire solidarité de lutte (gratuité des soins, du logement, des transports, de la formation ...).

Les militants et militantes de la Fédération anarchiste invitent tous les militants syndicaux et toutes les militantes syndicales à agir pour l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques, de l'Etat et du patronat. Ils et elles préconisent la participation aux luttes des salarié-e-s, chômeurs, chômeuses et précaires, en faisant valoir des revendications en rupture avec la logique du capital tout en étant des propositions sociales concrètes dont :

La réduction massive du temps de travail sans perte de salaire ;

Le refus des licenciements et réductions d'effectifs ;

Le refus du travail précaire.

... En luttant pour l'égalité économique et sociale.

Combattons le chômage, l'exploitation et la misère.

Construisons la grève générale ! 2003

Le mouvement social actuel, avant de devenir massif, fut impulsé par les maîtres d'internat-surveillants d'externat (MI-SE), les aides-éducateurs et les emplois-jeunes. Le conflit, entamé en octobre 2002, trouva un souffle nouveau lorsque l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale réagirent à la loi sur la décentralisation (plan Ferry).

Puis, l'annonce du plan Fillon mobilisa plus largement encore. Elle entraîna la jonction de la lutte avec le secteur privé, et avec une dimension interprofessionnelle. La décentralisation de l'État, initiée par la gauche en 1983, et la casse du service public répondent à une maximisation des profits, voulue par le capital. Elle passe par l'abaissement du coût global du travail (licenciements, précarité, flexibilité) et la recherche de nouvelles sources de profits à des fins de spéculation (privatisation des services publics, remise en cause des retraites et de la protection sociale)

Parallèlement à cela, les gouvernements successifs ont adopté des dispositifs sécuritaires (loi sur la sécurité quotidienne et loi sur la sécurité intérieure) dont les travailleurs et les travailleuses en lutte subissent les effets de plein fouet. Face à la répression, l'entraide et la solidarité doivent être nos réponses.

Malgré la montée en puissance du mouvement et la généralisation de la grève reconductible, les directions syndicales n'ont pas entendu les attentes des salariés en lutte : pas d'appel à la grève générale, journées d'action éparses. Sur le fond même, les trahisons attendues et l'absence de positions lisibles des confédérations majoritaires sont les éléments supplémentaires qui freinent les dynamiques de lutte. D'autre part, toujours soucieux de préserver les intérêts du patronat et de l'État, les médias après avoir les avoir tues, minorent maintenant les mobilisations.

L'effervescence du mouvement a permis des liens entre différentes catégories de personnels, la mise en cause de la hiérarchie syndicale, la volonté d'échanger de l'information, l'émergence de créativité solidaire, des actes de désobéissance et, surtout, la constitution et la pérennisation d'assemblées générales et de comités de grève souverains. C'est ce type de pratique libertaire qui a seul permis la continuité de la mobilisation.

Quelles que soient les concessions qui seraient faites par l'État, la logique capitaliste sera toujours à l'œuvre, comme cela se passe aussi dans d'autres pays (Autriche, Allemagne, Portugal, etc.). Seule la grève générale autogestionnaire et l'extension du conflit, y compris en dehors du monde du travail, permettront non seulement de mettre à bas les plans patronaux et gouvernementaux, mais aussi d'ouvrir les perspectives d'une autre société.

Les militant-e-s de le Fédération anarchiste investi-e-s dans les luttes sociales en cours appellent :

- à intensifier et étendre le mouvement sur des bases autogestionnaires ;
- à généraliser la grève interprofessionnelle public-privé ;
- à construire les bases d'une société libertaire fondée sur le partage égalitaire des richesses dans une optique émancipatrice qui passe par l'abolition du salariat et du capitalisme.

Du développement à la décroissance 2004

Le développement des forces « productives », conçu par le capitalisme comme la finalité de l'histoire, a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Selon les promesses de l'idéologie libérale, le bonheur devait se mesurer à l'aune du PNB.

Après un demi-siècle de « progrès », le vaste chantier des « modernistes » prend des allures de ruines. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude, mal-être, etc. Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes. Allumés et entretenus essentiellement pour des enjeux stratégiques, les conflits armés germent sur tous les continents.

Mais, surtout, parce qu'il met gravement en péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. L'empreinte écologique globale de l'humanité (c'est-à-dire le niveau d'épuisement des ressources et de perturbation des mécanismes régulateurs) dépasse d'ores et déjà de 20 % les capacités biologiques de la Terre. À plus ou moins long terme, si l'on maintenait les tendances actuelles, il nous faudrait des ressources équivalant à plusieurs planètes. La croissance n'est plus possible.

Pour remédier à cette situation, le « développement durable » est désigné par les détenteurs du pouvoir (politique, économique, médiatique, etc.), ainsi que par la fraction altermondialiste qui rêve d'« humaniser » le capitalisme, comme la panacée. Mais la supercherie ne résiste pas à une réflexion un peu sérieuse. L'ambiguïté même du terme en assure le succès : elle masque le problème en donnant l'impression de le résoudre. Pis, elle déplace un problème pour en créer un autre, plus épineux. Pour les bénéficiaires de la « mondialisation », il ne s'agit nullement de remettre en cause le principe d'économie libérale, mais de faire accepter les règles de l'Organisation mondiale du commerce, avec la perspective, pour quelques centaines de multinationales, de privatiser un peu plus des domaines vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé. Le marché est chargé de remédier à la destruction de la planète infligée par... le marché, la seule concession consistant à en atténuer les dégâts les plus visibles, pour autant que subsistent les profits.

Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise enjeu. La décroissance n'est pas un choix idéologique ; elle est une nécessité absolue.

Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme. Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétrer des génocides.

La deuxième condition est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure... Ne pas s'atteler à la disparition de l'État reviendrait à épargner un pilier fondamental du système et un adversaire redoutable, et donc à rendre impossible la transformation profonde de la société.

Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale, la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction.

Si la démarche individuelle de simplicité volontaire, c'est-à-dire l'adoption d'un mode de vie différent peut représenter la base « philosophique » d'une société soucieuse des générations futures, il est clair que la somme des comportements individuels écologiquement « responsables » ne saurait suffire, loin s'en faut, à édifier une société de décroissance. Ne serait-ce que parce que les domaines les plus dévoreurs d'énergie et de matières premières (complexe militaro-industriel, transports, agriculture, etc.) relèvent de politiques globales, et donc de décisions collectives. Il serait illusoire de penser que nous pourrions faire l'économie d'une révolution.

Parce que la maîtrise par chacun de sa propre existence, parce que la définition par chacun de ses propres besoins ne peuvent en aucun cas justifier une production boulimique, source d'un travail aliénant, seule une société fédéraliste, autogestionnaire peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles.

Tiers-Monde mai 1985

Face à l'aggravation du problème de la faim dans le monde, utilisé par les médias pour culpabiliser les exploités, qualifiés de « nantis » des pays développés, nous réaffirmons que les besoins fondamentaux de tous les individus ne sauraient être satisfaits sous la tutelle des Etats et de l'économie de marché.
Nous avons donc conscience que l'hécatombe humaine dans les pays du Tiers-Monde et la « crise » que nous vivons ont une même cause : un système de profit basé sur l'exploitation d'une majorité par une minorité dont la dégénérescence actuelle ne fait qu'accentuer les vicissitudes.
Ainsi, nous dénonçons non seulement le capitalisme (privé ou d'Etat) et sa logique, mais aussi les pouvoirs étatiques qui ne sont (et qui ne peuvent être) que les chiens de garde du système à l'intérieur des frontières où ils sévissent.
C'est pourquoi l'aide institutionnelle apportée par les Etats dits « riches », qui pillent les pays du tiers monde par l'intermédiaire des multinationales, aux pays dits « sous-développés » ou « en voie de développement » n'est en fait qu'une manière de le faire perdurer tout en accentuant la division internationale du travail. Sans oublier la redoutable efficacité des ventes d'armes.
Ainsi, nous ne pouvons qu'être solidaires avec les groupes de base qui s'organisent dans les trois continents pour prendre en charge le secteur économique et social en accord avec les idées que nous avons toujours défendues, ainsi qu'avec l'action des organisations non gouvernementales qui les soutiennent, sans intérêts politiques ou religieux.
Face à l'idéologie néo-libérale montante et à l'offensive de la droite dans les milieux tiers-mondistes, nous insistons sur le fait que la liberté d'expression ne peut être dissociée de l'émancipation économique et sociale.

La propriété, c'est le vol ! mai 1995

Le respect absolu de la propriété privée est la clé de voûte du système capitaliste.

Dans ce système, le propriétaire d'un immeuble vide (souvent motivé par la recherche du profit maximum via la spéculation) vole la possibilité de se loger à des familles ou des individus jetés à la rue ...

Dans ce système, le propriétaire des moyens de production, qui sous prétexte d'augmenter la rentabilité de son entreprise licencie un travailleur, lui vole par là même les moyens de sa survie ...

Droit de propriété privée et valeur d'usage social des biens sociaux et des moyens de production sont au centre de la contradiction qui génère aujourd'hui ceux que certains appellent hypocritement la fracture sociale.

La Fédération anarchiste, à l'occasion de son congrès de Rouen, appelle tous ses membres à organiser pour l'année qui vient une campagne d'actions et de réflexions autour de cette contradiction fondatrice du système capitaliste, par la réappropriation des logements vides et le refus radical du système poubelle qui exclue les humains devenus inutiles à la production de toujours plus de marchandises.

Sans céder aux sirènes d'un phénomène de mode, ni tomber dans les logiques caritatives des professionnels de l'indignation médiatique, la Fédération anarchiste se propose ...

de coordonner de façon permanente les actions entamées sur ces terrains sociaux par les individus ou les groupes fédérés (par exemple : Bordeaux, Nantes, Tours, Bruxelles ...) ;

de soutenir toute initiative de ses membres qui viserait à élargir pratiquement la faille ouverte dans le droit bourgeois par les "réquisitions"- occupations de l'hiver 1994-1995.

Il ne s'agit pas pour nous de nous substituer aux acteurs sociaux, mais d'apporter un soutien politique et/ou logistique à celles et ceux qui décident de prendre leur sort en main.

mai 1988, réaffirmé en 1989

Nous anarchistes, luttons pour une société sans classes, ni Etat, ni prisons. Nous dénions toute légitimité à la justice de classe et contestons cette société qui gère ses déviances politiques, économiques et sociales sur le mode de l'exclusion et de l'enfermement.

C'est dans ce cadre entend soutenir les luttes des prisonniers. La prison a de tout temps engendré la lutte de milliers de prisonniers :

· Amnistie des mutins quels qu'ils soient ;

· Abolition des quartiers d'isolement ;

· Autorisation des « parloirs sexuels » sans conditions ;

· Salaires et couvertures sociales conformes à la réglementation en vigueur à l'extérieur des prisons ;

· Amélioration générale des conditions de détention, en centrales comme en maisons d'arrêt ;

· Droit d'organisation et de structuration (associations selon les formes qu'ils décideront).

S'engageant à soutenir les prisonniers en lutte, la Fédération anarchiste ne perd pas de vue pour autant que c'est la prison et la société qui l'engendre qui sont à détruire. Nous considérons l'immense majorité des prisonniers comme des hommes et des femmes exclus par la logique de la société capitaliste. C'est au nom de notre idéal de liberté, au nom de la dignité humaine et au nom de la lutte contre l'oppression de la démocratie française que nous réaffirmons notre engagement aux côtés des prisonniers en lutte, qui constituent un mouvement social. Ces revendications pour légitimes qu'elles soient, vont dans le sens de l'aménagement des conditions de vie en prison. N'oublions pas que ces luttes ne suffiront pas à abattre les murs.

En cette année du bicentenaire, nous réaffirmerons, par tous les moyens dont nous disposons, notre combat contre les privilèges et l'arbitraire, la misère et la prison.

antipatriarcat 2003

Le 60e Congrès de la Fédération anarchiste réaffirme la nécessité de la lutte antipatriarcale, définie comme la lutte contre le système social qui organise la domination politique, économique, culturelle et sociale des hommes sur les femmes au travers des constructions sociales que sont la « féminité » et la « masculinité », intégrées à grand renfort de modèles éducatifs sexistes.

Inégalités de salaires, d'accès à la parole, domination et violence physique, psychologique et sexuelle, exploitation économique des femmes et des enfants au moyen du travail domestique, homophobie, lesbophobie et transphobie, aliénation individuelle par les schémas virilité/soumission, déni du droit des individu-e-s à disposer de leur corps, restent la triste réalité sociale.

Afin de reprendre l'offensive sur le sujet, il convient d'agir selon deux axes :

- Sur le plan social : s'attaquer aux fondements du patriarcat et sa matérialisation, le sexisme, de manière collective et organisée : contre le publisexisme, contre les modèles sociaux masculins/féminins obligatoires, contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, contre la prostitution et la pornographie, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, contre l'exploitation économique (utilisation du travail gratuit des femmes dans la sphère domestique, inégalités des salaires). Pour cela, dans la mesure du possible, des outils collectifs (campagnes, affiches, autocollants) seront mis en place sur proposition notamment de la commission antipatriarcale.
- Assurer la place des femmes et des féministes au sein des organisations dans lesquelles nous sommes investi-e-s. Pour cela, nous devons être particulièrement vigilant-e-s quant à nos pratiques individuelles et collectives : remise en cause des fonctionnements et comportements sexistes intégrés du fait de l'éducation, création d'un cadre fraternel et sororal de discussion permettant un accès égal et réel des femmes à la parole. De même, la féminisation des textes, autocollants et affiches produites est souhaitable, en ce que le langage est l'intermédiaire par lequel nous donnons sens aux choses et aux phénomènes sociaux, économiques, culturels, politiques, etc. Sous-estimer l'importance du langage et surtout du langage genré, c'est renoncer à s'attaquer à un facteur important de reproduction sociale de l'ordre patriarcal.

En tant que femmes et hommes militant à la Fédération anarchiste, nous savons que nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, même si nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif, par l'action individuelle et la lutte sociale, qui sont complémentaires et en rien contradictoires.

C'est donc à l'ensemble des militants et militantes de la Fédération anarchiste de faire exister cette problématique et ces pratiques, en ce que nous refusons toute hiérarchie entre les luttes.

Adresse aux libertaires 2002

Aujourd'hui, les idées anarchistes refont surface partout sur la planète, ce qui ne peut que nous réjouir. Pour étendre au plus profond dans la société nos convictions, pour engranger l'avancée de nos idées et de nos pratiques, il est indispensable de mettre en commun nos réflexions et nos expériences.
La mise en réseau du mouvement libertaire est le défi de la décennie qui vient. Cette mise en réseau se fera dans le respect de la spécificité de chaque composante du mouvement libertaire. Elle se construira dans les luttes sociales et dans les localités, où les exemples de pratiques communes des libertaires se multiplient déjà.
A tous les niveaux, nous entendons dépasser les conflits qui ont trop longtemps déchiré et affaibli le mouvement libertaire, agir et nous exprimer ensemble chaque fois que cela sera possible, avoir des initiatives communes, bref, aller nettement de l'avant dans la voie d'une réelle coordination des libertaires, en France comme au niveau international.
Cette recherche de coordination ne signifie pas une uniformité de pensée ou une fusion organisationnelle. Des différences d'orientation existent entre les courants du mouvement libertaire. Nous ne disons pas qu'il faut taire ces différences, mais au contraire qu'il est temps de les accepter sans qu'elles soient un obstacle aux débats et à l'action. Car les divergences ne doivent pas masquer l'essentiel : aboutir à une société sans état, sans classe, basée sur le fédéralisme.
De ces échanges pourront naître des idées nouvelles, utiles à l'affirmation d'un combat libertaire contemporain. Les libertaires entendent en effet peser ensemble dans les débats de société. Ils veulent gagner à leurs idées de nombreux nouveaux militants -es- et sympathisants -es-, et évoluer grâce à elles et eux. Contribuant ensemble à l'affirmation d'un projet libertaire de société sans classe. Ils combattront également les honteuses récupérations et les amalgames démagogiques des soi-disant « libéraux-libertaires" ou des « anarcho-capitalistes".
Pour avancer vers cette coordination du mouvement libertaire, nous adoptons une première série de résolutions :

1. Solidarité des libertaires face à la répression.

Alors que le pouvoir tente de criminaliser les mouvements sociaux et que la répression frappe durement de nombreux militants -es-, l'affirmation d'une solidarité est plus que jamais nécessaire. Solidarité réciproque des militants -es- et des courants libertaires. Solidarité des libertaires en direction de toutes et tous les militantes -s- du mouvement social.

2. Mutualisation des informations.

Les composantes s'engagent à se tenir mutuellement et régulièrement au courant des mobilisations auxquelles elles sont amenées à participer. Cet échange d'informations peut prendre également d'autres formes : diffusion réciproque des publications dans les librairies, écho fait dans les journaux respectifs des communiqués...

3. S'exprimer ensemble.

Des interventions communes des libertaires, tant locales qu'à tous les niveaux, sont souhaitables : tracts, affiches, déclarations, cortèges ou pôles communs dans les manifestations... Autant de possibilités à discuter avant chaque initiative, ces expressions communes ne revêtant aucun caractère "obligatoire" ou "exclusif ", elles n'interdisent nullement les expressions et les choix propres à chaque composante.

4. Mener le débat.

Loin de vouloir faire taire l'expression d'opinions différentes et même divergentes entre libertaires, cette motion tend à ce que les composantes s'engagent à se voir et entendent contribuer à de véritables débats, y compris contradictoires au sein du mouvement libertaire, mais menés dans l'esprit d'écoute et de respect mutuel. Les attaques malveillantes, les critiques non étayées, les mises en cause des personnes seront évitées. Et, si de graves différends apparaissaient, les militants -es- impliqués -ées- veilleront à chercher ensemble les meilleures solutions.

5. Conduire et coordonner des actions.

Cette motion, sans prétendre décider de ce que l'avenir permettra de construire, incite l'ensemble des composantes du mouvement libertaire à agir de manière coordonnée contre le système de soumission et de domination aujourd'hui en place. Elle propose ainsi de participer à la construction de forces décisives de transformation sociale reposant sur la solidarité, l'égalité économique et sociale et l'antiétatisme.

pour un Front Social Anticapitaliste, Antifasciste et Antipatriarcal 2002

Quels que soient les résultats des échéances électorales passées et à venir, nous constatons que les politiques menées en France et en Europe intensifient les logiques de régression sociale et de répression déjà mises en œuvre par les gouvernements de droite comme de gauche.
Cette situation nous conduit à réaffirmer la nécessité pour le mouvement social de reprendre l'offensive. C'est en ce sens que nous appelons à la création ou au renforcement d'un large Front Social Anticapitaliste seul rempart au fascisme, aux dérives sécuritaires, à la misère sociale et au patriarcat car aucune solution réelle ne sortira des urnes.
Nous envisageons ce front social dans une véritable dynamique de rupture, c'est à dire anticapitaliste, anti-sécuritaire et assurant l'autonomie du mouvement social. Si ce front social doit être le plus large possible sur ces bases, il se devra donc d'être déconnecté des logiques et échéances électorales.
Ce front social doit servir de base à la constitution de réseaux d'acteurs et d'actrices du mouvement social dans une logique de solidarité et de convergence des luttes.
Nous pensons qu'un certain nombre de revendications à court terme peuvent être fédératrices, tout autant qu'elles rentrent en rupture avec les logiques capitalistes, patriarcales et étatiques :
Gestion directe des retraites dans une logique de répartition égalitaire
Amélioration et gestion collective des services publics (eau, électricité, éducation, transport, santé...) pour aller vers l'extension de la notion de service public à l'ensembles des besoins individuels et sociaux (accès aux logements, aux moyens de subsistance essentiels...)
Revalorisation des salaires et des minima sociaux avec une véritable réduction du temps de travail et sans contrepartie de précarité, de flexibilité et de compressions salariales.
Refus du tout sécuritaire comme organisation des relations sociales.
Véritable égalité économique et sociale entre hommes et femmes
Cet ensemble d'exigences impératives à court terme doit aussi nous permettre de substituer à la logique du profit et de la domination, celle de l'entraide sociale.
Ce front social et ces revendications ne seront développés et ne progresseront que par l'action sociale et syndicale directe à toutes les échelles (quartier, lieu de travail, communes...). C'est par la construction d'un rapport de force, s'appuyant sur des pratiques d'autogestion des luttes, de grève générale, de modes d'organisations alternatifs,..., qu'une véritable alternative crédible au système capitaliste, patriarcal et étatique tout autant qu'au fascisme verra le jour.